En marge de son congrès extraordinaire/Entretien avec le président du "RHM"

"Il est nécessaire de restructurer notre parti"

Propos recueillis par Stéphane MASSASSA

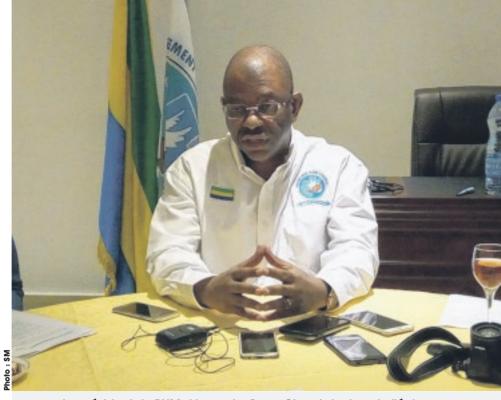
Libreville/Gabon

En marge de ces assises qui ont pris fin, hier tard dans la nuit, le président du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM); Alexandre Barro-Chambrier, s'est livré, à un jeu de questions-réponses, dans le cadre d'un petit-déjeuner de presse. Morceaux choisis de cet échange.

l'union. Monsieur le président, vos assises interviennent après une double bataille électorale. Quelle appréciation faites-vous de vos résultats, quand bien même d'aucuns estiment que cela a été un échec pour l'opposition en général?

Alexandre Barro Chambrier: Nos résultats sont mitigés, car nous sommes une formation nouvellement arrivée sur le marché politique et donc nous avons besoin de nous faire connaître en implantant notre parti. Il est évident que cela ne pouvait pas produire de miracles entre un parti cinquantenaire qui est l'émanation d'un passé lointain et des partis qui se sont constitués récemment. Lesquels sont allés à la conquête des suffrages dans des conditions difficiles largement évoquées lors de mon discours d'ouverture de nos assises. La moisson est pour le moment maigre mais, je pense que c'est surtout du fait de la fraude qu'il y a eu. Dans tous les cas, ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que nous sommes un parti qui a moins de deux ans d'existence légale. Et vous savez dans quel contexte nous nous sommes constitués avant la légalisation de notre parti en juillet 2016. Aujourd'hui nous estimons avoir eu une certaine expérience. Nous avons eu à faire des choix stratégiques, notamment celui de participer à l'élection présidentielle aux côtés du président Jean Ping et la participation, dans un cadre légalisé, aux élections jumelées des 6 et 27 octobre derniers. C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire de faire une pause et en profiter pour faire le point avec nos militants et nos cadres venus des quatre coins du pays. Afin de décider des nouvelles orientations qui puissent parfaitement conforter notre statut de parti politique de l'opposition à part entière, engagé pour la rupture avec le système actuel et pour l'alternance. Il est nécessaire de restructurer notre parti.

Vous avez appelé au rassemblement des acteurs de votre camp, comme bien d'autres avant vous. Pourtant, ce que l'on constate, c'est davantage de divergences au sein de l'opposition. Cet appel n'est-il pas voué à l'échec? Les divergences qui existent au sein de l'opposition se justifient du fait de la volonté des acteurs que nous sommes à se remettre en cause, après une situation d'échec de prise de pouvoir. Ce qui me paraît normal. Mais, il ne s'agit là que d'une face cachée des choses. Car, en réalité, c'est surtout l'expression d'une tentative de réorganisation de l'opposition. Dès lors, chacun essaie de faire ce qu'il peut, pour rassembler à nouveau, une partie des forces. Et j'estime que ce n'est nullement une mauvaise chose. Pour ma part, je ne suis pas inquiet de ces différentes stratégies de regroupement. Souvenons-nous qu'il y a eu des hésitations sur la participation des uns



Le président du RHM, Alexandre Barro Chambrier lors de l'échange.

et des autres aux dernières élections. Et je pense que le problème part de là, c'est-à-dire, des choix stratégiques qui ont été faits. Maintenant, il est temps de tirer les leçons du passé pour avancer. D'autant plus que, pour moi, ce qu'il y a de plus important, ce sont les Gabonaises et les Gabonais qui sont un peuple mûr. Car, souvenons-nous des 15 et 16 août 2016 où nous avons passé trois jours à la résidence du président Myboto pour prendre nos responsabilités dans le cadre d'un scrutin à un tour. Vous avez vu que nous avons pu répondre à l'attente de nos compatriotes pour avoir un candidat unique. Et c'est cela qui a fait le ciment autour du président Jean Ping de façon instantanée. Je n'avais jamais vu autant de monde au rond-point de Nkembo ou encore à l'avenue Jean-Paul II. Aujourd'hui encore, je constate qu'il y a une prise de conscience chez l'ensemble des leaders de l'opposition voire de la société civile, sur la nécessité de se rassembler à nou-

La présence du ministre d'Etat Michel Menga à l'ouverture de vos travaux est apparue comme un cheveu sur la soupe, au point de n'avoir même pas été cité lors de votre hommage rendu aux membres fondateurs fidèles au parti...

- ...Je constate que vous ne voyez que ce que vous voulez bien voir. Mais bon... Pour répondre à votre question, il est évident qu'il n'est plus avec nous depuis un moment, et vous avez dû le constater également. Et en tant que président du parti, j'ai dû gérer cette dernière pé riode avec ceux qui sont restés fidèles à notre orientation. D'autant que nous avons été très clairs en disant que la décision de Michel Menga était purement personnelle. Et je n'ai jamais entendu notre ami contester cela. Pour ma part, j'estime que vendredi dernier c'était la séance d'ouverture de notre congrès, laquelle était ouverte à tout le monde. Il était là. Vous avez pu suivre la tonalité de notre message au cours de mon mot introductif. Même si je pense que ça vous ferait plaisir que l'on sorte des sabres et que l'on engage des combats de gladiateurs. Sachez que ce n'est pas notre conception de la vie politique, de regarder l'écume des choses. Chacun est libre d'avoir sa position. Il a fait ses choix que nous n'approuvons pas du tout. Mais, nous verrons au terme de nos assises, au regard des nouvelles orientations qui seront données, comment les choses vont évoluer. En tout cas, nous ne pouvons pas nous revendiquer d'être dans l'opposition et en même temps être là où vous savez. Contrairement à ce que

nous avons vécu au PDG, nous avons voulu créer un parti qui puisse respecter les droits du militant. Donc il y a des règles dans notre parti. Et au sortir de ce congrès, il y aura une ligne et ce sera à lui de voir si le cadre défini convient à ses objectifs. Pour ma part, il n'existe aucun problème avec cet aîné qui est un frère. Mais on doit retenir que l'amitié est une chose, la politique en est une autre. Chacun tirera les conséquences de ses actes.

D'aucuns vous prédisent un avenir national. Doit-on s'attendre à vous voir candidat à l'élection présidentielle de 2023 ?

- Franchement, je ne me lève pas tous les matins en pensant à 2023. Pour le moment, à ce stade, je suis un citoyen gabonais qui a des droits et des devoirs. Mon travail actuellement est de mettre mon parti en ordre de bataille en faisant en sorte que nous ayons une ligne politique claire, que nous ayons une offre politique qui soit la plus attractive possible et que nous soyons représentés dans tout l'espace national. Le moment venu nous apprécierons. Mais, il est clair que nous n'avons pas vocation à nous endormir sur nos lauriers. Notre participation au double scrutin dernier traduit une ambition de prise de pouvoir. Ce qui est à mon avis normal, pour un parti politique tel que le nôtre. C'est dire qu'on ne s'interdit rien. Mais la route est très longue.

